

**SÉNAT DE BELGIQUE**

SESSION DE 1919-1920

**Projet de Loi portant augmentation des traitements  
des membres de l'ordre judiciaire.**

(Voir les n° 160, 254, 272, 300, 310, 317, 320, 327 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 26 et 27 mai; 3 et 9 juin 1920.)

**ARTICLE PREMIER.**

Par dérogation à la loi du 15 novembre 1918, les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

**Cour de Cassation.**

Premier Président et Procureur général.	35,000
Président de Chambre et Premier Avocat général . . . . .	30,000
Conseillers . . . . .	25,000
Deuxièmes Avocats généraux . . . . .	27,000
Greffier en chef . . . . .	16,000
Greffiers adjoints . . . . .	10,000

**Cours d'Appel.**

Premiers Présidents et Procureurs généraux . . . . .	25,000
Présidents de Chambre et Premiers Avocats généraux . . . . .	20,000
Conseillers . . . . .	17,000
Deuxièmes Avocats généraux . . . . .	18,000
Substituts des Procureurs généraux . . . . .	16,000
Greffiers en chef . . . . .	16,000
Greffiers adjoints . . . . .	9,200
Greffiers adjoints à titre personnel . . . . .	8,000
Supplément aux Juges de Cour d'appel des enfants . . . . .	1,200

**EERSTE ARTIKEL.**

Met afwijking van de wet van 15 November 1918, worden de jaarwedden van de leden der rechterlijke orde bepaald als volgt :

**Hof van Cassatie.**

Eerste Voorzitter en Procureur-generaal.	35,000
Kamervoorzitter en Eerste Advocaat-generaal . . . . .	30,000
Raadsheer . . . . .	25,000
Tweede Advocaat-generaal . . . . .	27,000
Hoofdgriffier . . . . .	16,000
Toegevoegd griffier . . . . .	10,000

**Hof van Beroep.**

Eerste Voorzitter en Procureur-generaal . . . . .	25,000
Kamervoorzitter en Eerste Advocaat-generaal . . . . .	20,000
Raadsheer . . . . .	17,000
Tweede Advocaat-generaal . . . . .	18,000
Substituut-Procureur-generaal . . . . .	16,000
Hoofdgriffier . . . . .	16,000
Toegevoegd griffier . . . . .	9,200
Toegevoegd griffier ten persoonlijke titel . . . . .	8,000
Bijwedde voor den Kinderrechter bij een Hof van Beroep . . . . .	1,200

**Tribunaux de Première Instance.**

	1 <sup>re</sup> classe.	2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> cl.
Présidents et Procureurs du Roi . . . . .	20,000	16,000
Vice-Présidents . . . . .	15,000	13,000
Juges et Substituts du Procureur du Roi . . . . .	12,000	11,000
Greffiers . . . . .	16,000	13,000
Greffiers adjoints . . . . .	8,000	7,700

Le traitement de base des greffiers adjoints sera majoré de 10 p. c. après quinze ans et de 20 p. c. après vingt-cinq ans d'exercice dans les mêmes fonctions.

Suppléments aux Juges des enfants . . . . .	1,200	1,000
Les suppléments alloués aux Juges des enfants sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à . . . . .	1,600	1,200
Après six ans . . . . .	2,000	1,500
Après neuf ans . . . . .	3,000	2,000
Après quinze ans . . . . .	5,000	4,000
Suppléments aux Juges d'instruction . . . . .	1,500	1,000
Les suppléments aux Juges d'instruction sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à . . . . .	1,600	1,200
Et après six ans . . . . .	2,000	1,500
Suppléments aux premiers Substituts . . . . .	2,000	1,200
Les suppléments alloués aux premiers Substituts sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à . . . . .	2,500	1,600
Et après six ans à . . . . .	3,000	2,000

**Tribunaux de Commerce.**

	1 <sup>re</sup> classe.	2 <sup>e</sup> classe et tribunal de Mons.	3 <sup>e</sup> classe
Référendaires . . . . .	20,000	16,000	12,000
Référendaires adjoints . . . . .	12,000	11,000	10,000
Greffiers adjoints . . . . .	8,000	7,700	7,400

**Justices de Paix.**

	1 <sup>re</sup> classe et Ville de Bruxelles.	2 <sup>e</sup> classe.	3 <sup>e</sup> classe et 4 <sup>e</sup> classe.
Juges de paix . . . . .	16,000	14,000	12,000
Greffiers . . . . .	10,000	8,900	7,800
Greffiers adjoints sans distinction de classe . . . . .			7,400

**Rechtbanken van Eersten Aanleg.**

	1 <sup>o</sup> klas.	2 <sup>o</sup> en 3 <sup>o</sup> kl.
Voorzitter en Procureur des Konings . . . . .	20,000	16,000
Ondervoorzitter . . . . .	15,000	13,000
Rechter en Substituut-Procureur des Konings . . . . .	12,000	11,000
Griffier . . . . .	16,000	13,000
Toegevoegd griffier . . . . .	8,000	7,700

De aanvangswedde van de toegevoegde griffiers wordt verhoogd met 10 t. h. na vijftien jaren en met 20 t. h. na vijf en twintig jaren dienst in hetzelfde ambt.

Bijwedde voor Kinderrechter . . . . .	1,200	1,000
De bijwedde, aan den Kinderrechter toegekend, wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot . . . . .	1,600	1,200
En na zes jaar tot . . . . .	2,000	1,500
Na negen jaar . . . . .	3,000	2,000
Na vijftien jaar . . . . .	5,000	4,000
Bijwedde aan den Onderzoekrechter . . . . .	1,200	1,000
De bijwedde, aan den Onderzoekrechter toegekend, wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot . . . . .	1,600	1,200
En na zes jaar tot . . . . .	2,000	1,500
Bijwedde voor den eersten Substituut . . . . .	2,000	1,200
De bijwedde, aan den eersten Substituut toegekend, wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot . . . . .	2,500	1,600
En na zes jaar tot . . . . .	3,000	2,000

**Rechtbanken van Koophandel.**

	1 <sup>o</sup> klas.	2 <sup>o</sup> klas en Rechtbank te Bergen.	3 <sup>o</sup> klas.
Referendaris . . . . .	20,000	16,000	12,000
Toegevoegd referendaris . . . . .	12,000	11,000	10,000
Toegevoegd griffier . . . . .	8,000	7,700	7,400

**Vrederegerechten.**

	1 <sup>o</sup> klas en stad Brussel.	2 <sup>o</sup> klas.	3 <sup>o</sup> klas en 4 <sup>o</sup> klas.
Vrederechter . . . . .	16,000	14,000	12,000
Griffier . . . . .	10,000	8,900	7,800
Toegevoegd griffier zonder onderscheid van klasse . . . . .			7,400

**Cour militaire.**

Président et auditeur général . . . . .	21,000
Substituts de l'Auditeur général . . . . .	16,000
Greffiers . . . . .	10,000
Greffiers adjoints . . . . .	8,000

**Conseils de Guerre.**

	1 <sup>re</sup> clas. e.	2 <sup>e</sup> classe.	3 <sup>e</sup> classe.
Auditeurs militaires . . . . .	15,000	13,000	11,000
Substituts des Auditeurs militaires sans distinc- tion de classes . . . . .		10,000	
Greffiers . . . . .	8,800	8,400	8,000
Greffiers adjoints . . . . .	6,700	6,400	6,100

**ART. 2.**

Les augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers fixées à 300 francs dans les lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 14 mai 1910, du 3 mai 1912 et du 15 novembre 1918, sont portées à 500 francs.

Les services effectifs rendus en vertu d'une nomination en qualité de magistrat dans l'État Indépendant du Congo ou dans la Colonie entrent en ligne de compte pour le calcul des augmentations périodiques.

Il ne sera pas tenu compte pour le calcul des augmentations du temps pendant lequel les fonctions judiciaires auraient été interrompues.

Toutefois les commis-greffiers des tribunaux de commerce nommés référendaires adjoints ou greffiers adjoints pourront compter pour leurs augmentations de traitements les années pendant lesquelles ils ont rempli auprès de ces tribunaux les fonctions de commis-greffier.

**ART. 3.**

Les mots « les traitements des référendaires et des référendaires adjoints

**Krijsgerechtshof.**

Voorzitter en Audit <sup>eur</sup> -generaal . . . . .	21,000
Substituut-Auditeur-generaal . . . . .	16,000
Griffier . . . . .	10,000
Toegevoegd griffier . . . . .	8,000

**Krijgsraden.**

	1 <sup>e</sup> klas.	2 <sup>e</sup> klas.	3 <sup>e</sup> klas.
Krijgsauditeur . . . . .	15,000	13,000	11,000
Substituut - krijgsaudi- teur zonder onder- scheid van klasse . . . . .		10,000	
Griffier . . . . .	8,800	8,400	8,000
Toegevoegd griffier . . . . .	6,700	6,400	6,100

**ART. 2.**

De periodieke verhooging der jaarwedde van magistraten, referendarissen en griffiers, bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 14 Mei 1910, 3 Mei 1912 en 15 November 1918 op 300 frank bepaald, wordt tot 500 frank opgevoerd.

De werkelijke diensten, krachtens eene benoeming als magistraat in den Onafhankelijken Congo-staat of in de Kolonie bewezen, komen in aanmerking bij de berekening van de periodieke verhoogingen.

De tijd, gedurende welken de rechterlijke ambten onderbroken werden, komt niet in aanmerking bij het berekenen van de verhoogingen.

De commiezen-griffier der rechtbanken van koophandel, tot toegevoegde referendarissen of toegevoegde griffiers benoemd, kunnen de jaren, gedurende welke zij het ambt van commies-griffier in die rechtbanken hebben vervuld, voor hunne weddeverhoogingen doen gelden.

**ART. 3.**

De woorden « de jaarwedden der referendarissen en der toegevoegde

des tribunaux de commerce » sont ajoutés au premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1899, après les mots « des conseils de guerre ».

Les mots « aux référendaires et référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés dans le n<sup>o</sup> 2 du même article, après les mots « près les conseils de guerre ».

Les magistrats pourront compter, pour la fixation des augmentations périodiques de leurs traitements, les années de service qu'ils ont passées en qualité de greffier ou de greffier adjoint dans un tribunal de commerce avant la mise en vigueur de la loi du 11 mai 1910.

De même les magistrats pourront compter, pour la fixation des augmentations périodiques de leurs traitements, les années de service qu'ils ont passées en qualité de commis-greffier, docteur en droit, dans un tribunal de commerce avant la loi du 11 mai 1910.

ART. 4.

Les traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers en fonctions le 1<sup>er</sup> octobre 1919, seront réglés à partir de cette date, conformément aux dispositions qui précèdent.

ART. 5.

L'article 152 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est complété par la disposition suivante, qui formera un second alinéa :

« Dans les tribunaux de première instance de première et de seconde classe, il peut y avoir un, deux ou plusieurs premiers substitués qui, sous l'autorité du procureur du Roi,

referendarissen van de rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in het eerste lid van het 1<sup>ste</sup> artikel der wet van 21 Juli 1899, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De woorden « aan de referendarissen en toegevoegde referendarissen der rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in n<sup>o</sup> 2 van hetzelfde artikel, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De magistraten kunnen, ter berekening van de periodieke verhooging hunner wedde, de dienstjaren doen gelden, gedurende welke zij, vóór het in werking treden van de wet van 11 Mei 1910, als griffier of als toegevoegd griffier bij eene rechtbank van koophandel werkzaam zijn geweest.

De magistraten kunnen eveneens de jaren dienst, welke zij als commies-griffier, doctor in de rechten, in eene rechtbank van koophandel hebben doorgebracht vóór de wet van 11 Mei 1910, doen gelden tot bepaling van de periodieke verhoogingen hunner wedden.

ART. 4.

De jaarwedden van magistraten, referendarissen en griffiers, die op 1 October 1919 in dienst waren, worden geregeld overeenkomstig de vorige bepalingen, met ingang van dien dag.

ART. 5.

Aan artikel 152 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt, als tweede lid, de volgende bepaling toegevoegd :

« Aan de rechtbanken van eersten aanleg der eerste en der tweede klasse kunnen één, twee of meer eerste substituten verbonden zijn die, onder het gezag van den procureur des

participent plus spécialement à la direction du parquet. Le Roi en détermine le nombre d'après les besoins du service. Les premiers substitués sont désignés par le Roi sur la présentation du procureur du Roi pour un terme de trois ans ; leur désignation peut être renouvelée. »

## ART. 6.

L'article 204 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

- « En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général est remplacé par l'avocat général qu'il a désigné à cette fin, et, à défaut de désignation, par le plus ancien avocat général.

» En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur du Roi est remplacé par le premier substitut ou le substitut qu'il a désigné à cette fin et, à défaut de désignation, par le plus ancien premier substitut et, s'il n'y a pas de premier substitut, par le plus ancien substitut. »

## ART. 7.

L'article 10 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, concernant les commis greffiers des justices de paix, est complété ainsi qu'il suit : « leur nombre ne peut dépasser celui des juges suppléants ».

## ART. 8.

Le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les justices de paix de pre-

Konings, meer in het bijzonder deelnemen aan het bestuur van het parquet. De Koning bepaalt hun aantal volgens de behoeften van den dienst. De eerste substituten worden, op de voordracht van den procureur des Konings, door den Koning aangesteld voor een tijd van drie jaar ; deze aanstelling kan worden hernieuwd. »

## ART. 6.

Artikel 204 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Bij afwezigheid of belet, wordt de procureur-generaal vervangen door den door hem daartoe aan te wijzen advocaat-generaal en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten advocaat-generaal.

» Bij afwezigheid of belet, wordt de procureur des Konings vervangen door den eersten substituut of den door hem daartoe aan te wijzen substituut, en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten eersten substituut, en, zoo er geen eerste substituut is, door den oudsten substituut. »

## ART. 7.

Artikel 10 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, betreffende de commiezen-griffier der vredegerichten, wordt als volgt aangevuld : « hun aantal mag dat van de plaatsvervangende rechters niet overschrijden ».

## ART. 8.

Het eerste lid van artikel 11 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« In de vredegerichten der eerste

mière et de deuxième classe, nul ne peut être nommé greffier, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis et s'il n'est docteur en droit ou s'il n'a rempli pendant cinq ans les fonctions de greffier, de greffier adjoint, de commis-greffier ou d'employé directement rétribué par le Trésor public dans une cour, un tribunal de première instance ou de commerce ou une justice de paix.

» Dans les justices de paix de troisième et de quatrième classe nul ne peut être nommé greffier s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis. »

ART. 9.

L'article 157 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il y a dans chaque parquet un secrétaire; il peut y avoir en outre des secrétaires adjoints, des employés et des messagers; le nombre en est fixé par le Ministre de la Justice.

» Le Ministre de la Justice détermine les conditions d'âge et de capacité que les secrétaires et les employés doivent remplir et fixe leurs traitements ainsi que ceux des messagers.

» Les secrétaires et secrétaires adjoints sont nommés par le Roi sur une liste double de candidats présentés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi; ils peuvent être suspendus de leurs fonctions par le chef du parquet et sont démissionnés et révoqués par le Roi.

» Les employés et les messagers sont

en der tweede klasse kan niemand tot griffier worden benoemd, indien hij niet ten volle den ouderdom van vijf en twintig jaar heeft bereikt en indien hij geen doctor in de rechten is of indien hij niet gedurende vijf jaar het ambt heeft vervuld van griffier, toegevoegd griffier, van commies-griffier of van rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd beambte bij een hof, een rechtbank van eersten aanleg of van koophandel of een vredegerecht.

» In de vredegerechten der derde en der vierde klasse kan niemand tot griffier worden benoemd, indien hij niet ten volle den ouderdom van vijf en twintig jaar heeft bereikt. »

ART. 9.

Artikel 157 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Aan elk parket is een secretaris verbonden; daarenboven kunnen er toegevoegde secretarissen, beambten en boden aan verbonden zijn; hun aantal wordt door den Minister van Justitie bepaald.

» De Minister van Justitie bepaalt de voorwaarden waaraan de secretarissen en de beambten, wat ouderdom en bekwaamheid betreft, moeten voldoen; hij bepaalt ook hunne wedden, evenals die van de boden.

» De secretarissen en toegevoegde secretarissen worden benoemd door den Koning op eene dubbellijst van kandidaten, voorgedragen door den procureur-generaal of den procureur des Konings; zij kunnen door het hoofd van het parket uit hun ambt worden geschorst en worden door den Koning ontslagen en afgezet.

» De beambten en de boden worden

nommés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi; ils sont suspendus, démissionnés et révoqués par ces magistrats. Les employés dont la nomination remonte à deux ans au moins peuvent, dans les dix jours de la notification de leur démission ou de leur révocation, appeler de la décision auprès du Ministre de la Justice. Jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel, l'employé reste en état de suspension.

» Les employés très méritants dont la nomination dans un parquet remonte à seize ans au moins, peuvent, sur la proposition du procureur général ou du procureur du Roi, être nommés secrétaires adjoints à titre personnel. Ils devront réunir les mêmes conditions de capacité que les secrétaires adjoints à titre effectif. »

#### ART. 10.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire :

« Dans les justices de paix, les tribunaux de première instance et de commerce et les Cours d'appel, les employés très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis seize ans au moins, peuvent être nommés par le Roi greffiers adjoints à titre personnel, sur l'avis conforme du greffier, du référendaire ou du greffier en chef et du juge de paix, du président du tribunal ou du premier président de la Cour. Ils devront réunir les conditions de capacité exigées des greffiers adjoints effectifs; dans les cours d'appel, les conditions seront celles exigées des greffiers adjoints des tribunaux de première instance de première classe.

benoemd door den procureur-generaal of door den procureur des Konings; zij worden door deze magistraten geschorst, ontslagen en afgezet. De sedert ten minste twee jaar benoemde beambten kunnen, binnen tien dagen na de kennisgeving van hun ontslag of van hunne afzetting, van deze beslissing in hooger beroep komen bij den Minister van Justitie. De beambte blijft geschorst, totdat over het beroep uitspraak is gedaan.

» De zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste zestien jaar in een parket benoemd, kunnen, op de voordracht van den procureur-generaal of van den procureur des Konings, benoemd worden tot toegevoegd secretaris ten persoonlijken titel. Zij moeten, wat bekwaamheid betreft, aan dezelfde voorwaarden voldoen als de werkelijke toegevoegd-secretarissen. »

#### ART. 10.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting :

« In de vredegerichten, de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en in de Hoven van beroep kunnen de zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste zestien jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd, door den Koning tot toegevoegd griffier ten persoonlijken titel benoemd worden, op eensluidend advies van den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier en van den vrederechter, den voorzitter der rechtbank of den eersten voorzitter van het Hof. Zij moeten, wat bekwaamheid betreft, voldoen aan de voorwaarden die voor de werkelijke toegevoegd-griffiers zijn vereischt; in de Hoven van beroep zijn de voor-

» Le traitement des greffiers adjoints à titre personnel sera égal à celui des autres greffiers adjoints du même tribunal ou de la même justice de paix; toutefois ce traitement ne pourra être inférieur à celui dont ils jouissaient en qualité d'employés majoré de 500 francs.

» Les greffiers adjoints à titre personnel peuvent être suspendus de leurs fonctions par le greffier, le référendaire ou le greffier en chef; ils sont démissionnés et révoqués par le Roi. Ils remplaceront sans nomination nouvelle les greffiers adjoints effectifs au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

» Dans la Cour de cassation, les employés au greffe très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis seize ans au moins, peuvent, sur l'avis conforme du greffier en chef et du premier président, être nommés par le Roi employés principaux. Ces employés peuvent être suspendus de leurs fonctions par le greffier en chef; ils sont démissionnés et révoqués par le Roi.

» Les employés de greffe directement rétribués par le Trésor public depuis deux ans au moins peuvent, dans les dix jours de la notification de leur démission ou de leur révocation par le greffier en chef, le référendaire ou le greffier, appeler de la décision auprès du Ministère de la Justice; jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel l'employé reste en état de suspension. »

waarden dezelfde als die, vereischt voor de toegevoegd-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der eerste klasse.

» De jaarwedde van de toegevoegde griffiers ten persoonlijken titel is gelijk aan die van de overige toegevoegde griffiers van dezelfde Rechtbank of van hetzelfde Vredegerecht; deze jaarwedde mag echter niet minder bedragen dan die, welke zij als bedienden genoten, verhoogd met 500 frank.

» De toegevoegd-griffiers ten persoonlijken titel kunnen uit hun ambt geschorst worden door den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier; zij worden ontslagen en afgezet door den Koning. Zij vervangen zonder nieuwe benoeming de werkelijke toegevoegd-griffiers naar gelang dat plaatsen openvallen.

» In het Hof van cassatie kunnen de zeer verdienstelijke griffiebeambten, sedert ten minste zestien jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd, op eensluitend advies van den hoofdgriffier en van den eersten voorzitter, door den Koning tot eerst-aanwezend beambte worden benoemd. Deze beambten kunnen uit hun ambt geschorst worden door den hoofdgriffier; zij worden ontslagen en afgezet door den Koning.

» De sedert ten minste twee jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigde griffiebeambten kunnen, binnen tien dagen na de kennisgeving van hun ontslag of van hunne afzetting door den hoofdgriffier, den referendaris of den griffier, van deze beslissing in beroep komen bij den Minister van Justitie; de beambte blijft geschorst, totdat over het beroep uitspraak is gedaan. »

## ART. 11.

Par dérogation au décret du 30 janvier 1811 et à la loi du 19 avril 1892, les traitements des messagers des Cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce, des tribunaux de police et des parquets de première instance seront à la charge de l'État à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1920.

## ART. 12.

Par modification aux articles 25, 77 et 122 de la loi du 18 juin 1869, les greffiers adjoints de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des tribunaux de première instance portent le titre de greffier.

Par modification à l'article 24 de ladite loi, les greffiers des tribunaux de première instance portent le titre de greffier en chef.

Bruxelles, le 9 juin 1920.

*Le Président  
de la Chambre des Représentants,*

ÉMILE BRUNET.

*Les Secrétaires,*

A. HUYSHAUWER,  
J. MANSART.

## ART. 11.

Met afwijking van het decreet van 30 Januari 1811 en van de wet van 19 April 1892, komen de wedden van de boden der Hoven van assisen, der rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, der rechtbanken van politie en der parketten van eersten aanleg met ingang van 1 Juli 1920 ten laste van den Staat.

## ART. 12.

Bij wijziging van de artikelen 25, 77 en 122 der wet van 18 Juni 1869, voeren de toegevoegde griffiers van het Verbrekingshof, van de Hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg den titel van griffier.

Met afwijking van artikel 24 van gezegde wet, voeren de griffiers der rechtbanken van eersten aanleg den titel van hoofdgriffier.

Brussel, den 9<sup>en</sup> Juni 1920.

*De Voorzitter van de Kamer der  
Volksvertegenwoordigers,*

*De Secretarissen,*